

APC DE OULED MOUSSA À BOUMERDÈS

La populatoin et la majorité des élus soutiennent leur président

3 221 citoyens de la commune de Ouled Moussa ont signé une pétition demandant au wali de Boumerdès de geler l'arrêté suspendant le P/APC Moussaoui Ahmed. 7 élus sur les 11 de l'assemblée rejettent également cette suspension.

Les citoyens et les élus qui nous ont rendu visite nous ont remis une boîte d'archive bourrée de copies de feuilles de signatures. Ils ont déposé, contre accusé de réception, ces pétitions au niveau du cabinet du wali. «Ce n'est qu'un début de collecte de signatures. Nous pourrions en réunir plus que le nombre de voix que sa liste avait obtenu aux élections locales de 2007», dira avec fermeté un sexagénaire très remonté contre la décision du wali. Pour rappel, la liste indépendante de Moussaoui a gagné haut la main les élections d'avril 2007 avec une majorité de 8 sièges sur les 11 mis en compétition. Elle est suivie par celle du FLN avec 3 sièges. L'équipe de Moussaoui a engrangé 5 930 voix contre 2 532 pour le FLN, loin devant le RND (322), le FNA (310), le MSP (195) et le PT (139). Ceci pour la lecture de la configuration politique locale largement dominée par l'équipe de Moussaoui. Pour certains observateurs, celle-ci est constamment harcelée par des forces de nuisances minimales mais combien hargneuses qui bénéficient,

selon plusieurs sources, d'une écoute «là où c'est nécessaire». Certaines sources font état d'une colère qui gronde au sein des partisans de Moussaoui, lesquels pensent qu'on veut leur arracher leur victoire. Effectivement, en dépit de ses problèmes judiciaires au moment de la campagne électorale, sa liste a réalisé un des meilleurs scores au niveau national. «Nous sommes prêts à fermer cette APC et même la ville pour démontrer notre indignation et notre colère. Paradoxalement, c'est le président Moussaoui qui nous déconseille la manière forte. Nous l'écoutons pour l'heure mais les jeunes bouillonnent...», affirme l'un de nos visiteurs.

L'assemblée rejette majoritairement la suspension

Nos visiteurs nous ont remis la copie de l'arrêté du wali. Le chef de l'exécutif de la wilaya s'appuie, étrangement, sur l'article 48 du code communal pour suspendre dans un délai de 8 jours. L'arrêté précise que cette suspension est valable

jusqu'à l'apparition du verdict définitif. Pour rappel, le P/APC a été condamné par la cour de Boumerdès à 18 mois de prison avec sursis. Il a introduit un recours auprès de la Cour suprême. L'article du code communal qui concerne la liste électorale vainqueur des élections locales les autorise à choisir le président de l'assemblée parmi eux.

Or les 7 élus qui constituent une majorité absolue s'appuient sur l'article 32 du code communal pour rejeter la décision du wali de Boumerdès. L'article en question stipule que «lorsqu'un élu fait l'objet d'une poursuite pénale ne lui permettant pas de poursuivre valablement l'exercice de son mandat, il peut être suspendu. La suspension est prononcée par arrêté motivé du wali, après avis de l'assemblée populaire communale jusqu'à intervention de la décision définitive de la juridiction compétente».

Dans la délibération signée par 7 élus du 14 juin 2009, les 7 colistiers du P/APC écrivent : «Du fait que le verdict n'est pas définitif, la nécessité de la suspension ne s'impose pas.» Ils ajoutent : «Les faits objets de poursuite ne concernent pas la personne privée Moussaoui Ahmed mais sa

qualité de président de l'assemblée.» Laissant entendre que le président n'a pas été condamné ni à une peine infamante ni pour crime d'enrichissement illégal. Ils affirment qu'il a été condamné pour des actes de gestion découlant des décisions prises collectivement par délibérations. Ces décisions ont été donc portées à la connaissance de sa tutelle (la wilaya de Boumerdès) qui ne les avait pas désapprouvées et, par conséquent, que l'institution que Moussaoui dirigeait, au moment des faits, endosse une partie des responsabilités sur ces actes. Accusé de dilapidation de terres agricoles, le concerné a répliqué lors de son procès qu'il aurait donc dilapidé les terres familiales puisqu'il a fait don de 500 m² pour la construction d'une école primaire. Au niveau de la loi, les 7 élus estiment que conformément à cet article 32 leur avis est essentiel avant la prise de décision de suspension, sans omettre de rappeler que leur président n'est pas en situation l'empêchant d'accomplir normalement sa mission à la tête de la commune puisqu'il est assuré de leur appui et celui de la population.

Abachi L.

TIZI-OUZOU

Un nouveau départ pour l'école de filles à Draâ-El-Mizan ?

L'une des plus anciennes écoles primaires de Draâ-El-Mizan, en l'occurrence l'école de filles, fréquentée réellement par les deux sexes, est en train de renaître après un silence ayant duré plusieurs années.

Très connue par sa discipline et ses habituels excellents résultats de fin de cycle (examen de sixième), ces dernières années, celle-ci a connu un net recul au point où nombreux sont ceux qui ont des réticences à y scolariser leurs enfants. Au grand soulagement des parents, l'école de filles reprend petit à petit ses galons. Après les grands travaux de sa réfection

et sa réhabilitation en plus de l'aménagement d'une cantine, le blason de cette école est redoré sans oublier l'ornement de sa cour de plantes de toutes sortes. Même les résultats scolaires ont vite suivi, en témoigne l'excellent taux de réussite de cette année qui avoisine les 94%. Moussa Saber, en sa qualité de chef de cet établissement, nous dira en substance : «Si nous sommes là, c'est grâce à ces élèves, alors autant leur rendre la pareille en veillant sur eux pour qu'ils puissent réussir leur scolarité et partir au collège avec de bonnes bases qui leur permettront de

suivre aisément les programmes qui leur seront dispensés. En tout cas, la direction et le personnel enseignant sont conscients qu'il est impératif de fournir constamment plus d'efforts et sont persuadés que le meilleur est à venir.»

Des parents venus s'enquérir des résultats de leurs enfants nous ont dit en chœur que l'excellent taux de réussite de cette année leur fait énormément plaisir et leur réchauffe le cœur. Pour notre part, nous espérons que cela soit un nouveau départ et pourquoi pas un sans-faute pour la session de juin 2010.

Slimane S.

LOGEMENTS SOCIAUX À SÉTIF

Affichage de la liste des 40 bénéficiaires de Bazer-Sakra (El-Eulma)

La commune de Bazer-Sakra située à quelques encablures au sud de la ville d'El-Eulma vient de rendre publique la liste de quarante bénéficiaires de logements sociaux.

Cette commune, qui englobe plusieurs mechtas en plus des deux villages (Bazer-Sakra et El-Mellah-Amouchi), compte plus de 28 000 âmes et connaît un retard certain en matière d'habitat avec une forte demande qui ne permet pas la satisfaction de 1 200 demandeurs. En vue de résoudre cet épineux problème, les autorités

locales, par le biais du président de l'APC, M. Moumeni, lancent un appel aux promoteurs immobiliers (LSP) et mettent à leur disposition des terrains et toutes les facilités à l'effet de satisfaire les besoins de leurs administrés dans les années à venir. La proximité du siège de la daïra et la situation géographique incitent à un

avenir radieux pour cette commune qui se situe entre deux grands routes nationales l'une vers Batna à l'est et l'autre vers Biskra en passant par Barika.

35 logements seront réceptionnés prochainement. D'autre part, et pour plus de justice, l'habitat rural doit aussi bénéficier de l'aide de l'Etat.

Par ailleurs la commune demande un quota plus élevé afin de satisfaire le plus grand nombre. La liste qui vient

d'être affichée au siège de l'APC permettra de recevoir les éventuels recours dans un délai d'une semaine et ne sera définitive qu'après avoir reçu le feu vert de la commission habilitée à cet effet.

Voilà une opportunité et un créneau porteur qui incitent à l'investissement, cette commune comme celle de Guelt-Zerga, au nord, étant le prolongement naturel de la ville d'El-Eulma saturée.

Mostefa Djafar

GUELMA

Examens de 5° : 1 042 candidats à la 2° session

8 358 élèves des 5° et 6° années du cycle primaire étaient au rendez-vous des examens de fin d'année, pour le passage au cycle moyen. 1 042 élèves, après leur échec lors de la première session des épreuves, organisée en mai dernier, seront au rendez-vous de la deuxième, apprend-on auprès du premier responsable de l'éducation, M. Sahraoui Abbès, lors d'un point de presse. Selon notre interlocuteur, toutes les mesures ont été prises pour assurer le bon déroulement de ces examens censés sauver les recalés. Il s'agit, entre autres, de l'aménagement de plus de 6 centres d'examen où la mobilisation de quelques centaines d'enseignants pour la surveillance des épreuves et pour la correction. Pour rappel, le nombre de candidats admis au moyen est de 7 392 élèves, soit un taux de réussite de 87,81%.

La deuxième session est programmée pour le 24 juin prochain où l'on espère repêcher le plus grand nombre d'élèves pour atteindre un taux de réussite de plus de 95%, selon les estimations du directeur de l'éducation de Guelma.

A. Boudeffa

ADRAR

La Protection civile dresse son bilan

Durant l'année 2008, les éléments de la Protection civile, les hommes de l'ombre, comme on les appelle, sont intervenus 8 166 fois dans différents opérations de secours, parfois au péril de leur vie. 75 accidents de la route ont été enregistrés dont les causes principales demeurent, bien entendu, l'excès de vitesse et le non-respect du code de la route. Les sapeurs-pompiers ont eu fort à faire dans le secteur de la santé puisque 5 968 personnes ont été secourues. Les incendies n'ont pas échappé à la règle : 22 palmiers ont brûlé, 42 incendies domestiques et 75 autres.

Les interventions ont également touché d'autres secteurs dont le nombre s'élève à 1 982. Au courant de ce premier semestre 2009, la Protection civile de la wilaya d'Adrar a opéré 4 352 interventions qui ont permis de sauver des vies ou des biens immobiliers. Un chiffre effarant de 43 accidents de la circulation a été enregistré. On a beau répéter les consignes de sécurité et les règles de prudence, beaucoup de conducteurs en font fi.

On dénombre 64 incendies, tous ayant pour cause la négligence humaine. Beaucoup d'accidents et d'incendies auraient pu être évités et des vies épargnées si on avait pris le soin d'écouter la raison.

El Hachemi S.

CONSTRUCTION D'UN LYCÉE À TÉBESSA

Les entraves d'une réalisation

La direction de l'éducation de Tébessa a, il y a plus de 3 années, projeté la réalisation d'un lycée de 1 300 places, sis route de l'aérodrome, après l'acquisition du terrain auprès de l'agence foncière, propriétaire du patrimoine. Une fois les travaux de fondation et de terrassement réalisés, elle s'est heurtée à la désagréable surprise de se voir poursuivie en justice par des citoyens prétendant que l'assiette relève des terres des arouch, donc une propriété privée.

La direction de l'éducation a essayé de trouver un dénouement en se déclarant disposée à régulariser les contestataires, mais ces derniers refusent tout compromis et tiennent à récupérer leur terrain spolié, d'après eux, depuis plus de 3 années. L'affaire est entre les mains de la justice, les travaux sont en hibernation et l'enveloppe financière dudit projet en souffrance.

Saâdallah Djamel